



ANALYSES & OPINIONS

Maritime : financer la transition sans fragiliser la souveraineté européenne

Par Guillaume BRANCO, Managing Director, Eurazeo

- ***Le transport maritime, vecteur de 90 % des échanges mondiaux, doit simultanément accélérer sa décarbonation et mobiliser des volumes d'investissement massifs pour renouveler ses flottes et adapter ses infrastructures portuaires.***
- ***Le déficit de financement pèse surtout sur les PME européennes ; le financement adossé à des actifs s'impose comme un levier d'alignement entre l'impact environnemental, la maîtrise du risque et le rendement financier.***
- ***La souveraineté européenne dans le secteur maritime exige une coordination stratégique entre acteurs publics et privés afin de structurer des filières complètes et de sécuriser les chaînes logistiques intra-européennes.***

La Fondation Prospective & Innovation a initié un cycle de contributions rédigées par ses mécènes. À travers ces prises de parole, des dirigeants engagés partagent leur lecture des grands enjeux contemporains, en lien avec leur secteur d'activité, leur expertise ou leur ancrage géographique. Cette dynamique éditoriale s'articule aussi avec les échanges que la Fondation mène au fil de l'actualité.

Le transport maritime est l'un des fondements de l'économie mondiale. Il assure près de 90 % des échanges de biens et reste, à ce jour, difficilement substituable. Ce secteur est aujourd'hui confronté à une double exigence : accélérer sa décarbonation tout en mobilisant des grands volumes d'investissement pour y parvenir. Cet enjeu ouvre aujourd'hui un espace stratégique pour des approches de financement renouvelées, au cœur des enjeux de souveraineté européenne.

Avec environ 3 % des émissions mondiales de gaz à effet de serre, **le maritime fait face à une pression croissante pour réduire son empreinte carbone**. Si son efficacité relative demeure supérieure à celle de nombreux autres modes de transport, l'enjeu se joue désormais à l'échelle globale. La trajectoire est fixée : une réduction progressive des émissions d'ici 2030 et 2040, avec **un objectif de neutralité carbone à horizon 2050**. Cette transformation implique un renouvellement accéléré des flottes, l'intégration de nouvelles technologies et une adaptation des infrastructures portuaires.

Une transformation freinée par un déficit de financement

L'une des spécificités du secteur maritime réside dans son cadre réglementaire, largement coordonné au niveau international. Cette homogénéité crée à la fois une contrainte forte et une forme de visibilité, incitant

les acteurs à investir. Mais elle met aussi en lumière **un déséquilibre structurel : si les grands groupes disposent encore d'un accès facilité aux financements traditionnels, une grande partie des acteurs européens – notamment les PME – reste insuffisamment financée** pour engager cette transition.

C'est précisément dans cet interstice que s'inscrit le développement de solutions de financement adossées à des actifs. En finançant directement des navires, des équipements portuaires ou des infrastructures liées aux énergies renouvelables, **cette approche permet d'aligner impact environnemental, maîtrise du risque et rendement financier**. Elle offre également une capacité de mesure concrète de l'impact, en quantifiant les émissions de CO₂ évitées par chaque investissement. Dans un contexte où les investisseurs exigent désormais des preuves tangibles d'impact, **cette traçabilité constitue un avantage déterminant**.

Un levier direct de souveraineté européenne

Au-delà de la transition écologique, ces dynamiques de financement touchent directement à la souveraineté européenne. Le continent conserve des atouts significatifs : **une base industrielle solide, des leaders mondiaux du transport maritime et un écosystème dense d'acteurs capables d'assurer les flux intra-européens**. Sur ce segment, une forme d'autonomie demeure possible.

Toutefois, cette autonomie reste partielle. Sur les actifs de grande taille, **la compétitivité-prix face à l'Asie demeure un défi majeur**, exposant les acteurs européens à une dépendance accrue si les investissements ne sont pas orientés de manière stratégique. Dans ce contexte, **financer les chaînes logistiques intra-européennes, les infrastructures portuaires et les actifs intermédiaires devient un levier direct de résilience économique**.

Énergie et infrastructures : le besoin de coordination

Le maritime joue également un rôle clé dans le déploiement des énergies renouvelables, en particulier l'éolien en mer, dont il assure l'installation et la maintenance. Mais la transition du secteur se heurte aujourd'hui à **un obstacle majeur : le manque de coordination entre les différentes parties prenantes**.

Les technologies alternatives au pétrole se multiplient – hydrogène, méthanol, biofuels, électrique – sans qu'un consensus clair ne s'impose. **Les armateurs hésitent à investir sans garantie sur la disponibilité des carburants ou des infrastructures**. Les ports attendent des volumes pour justifier leurs investissements. Les producteurs, enfin, manquent de visibilité sur la demande future. **Ce cercle d'attentisme ralentit l'ensemble de la chaîne de transformation**.

Dès lors, l'enjeu dépasse la seule question du financement. Il suppose **une capacité à orchestrer une coordination entre acteurs publics et privés, afin de structurer des filières complètes et sécurisées**.

Un modèle pour financer les secteurs stratégiques

Dans ce cadre, **le financement d'actifs appliqué au maritime constitue un modèle pour d'autres secteurs stratégiques**. Sa logique – financer des actifs essentiels, sécuriser les flux de revenus et orienter les capitaux vers des segments sous-financés – trouve un écho particulier dans des domaines comme la défense ou les infrastructures critiques, où les besoins d'investissement sont massifs et les modèles traditionnels insuffisants.

Le maritime offre, à cet égard, un terrain d'expérimentation pertinent : **un marché structuré, une réglementation relativement harmonisée et une profondeur d'actifs permettant de sécuriser les investissements**.

Accélérer sans déséquilibrer

Le principal défi reste désormais celui du passage à l'échelle. Si les besoins sont considérables, **l'écosystème n'est pas encore pleinement structuré pour absorber des volumes d'investissement trop importants**, notamment en raison des incertitudes technologiques et réglementaires.

Le maritime se situe ainsi à un point de bascule. À la croisée des enjeux climatiques, industriels et géopolitiques, il illustre la manière dont le financement peut devenir un outil structurant de transformation. À condition de trouver le bon équilibre entre ambition environnementale, discipline économique et coordination stratégique, il peut contribuer à bâtir une souveraineté européenne à la fois durable et compétitive.

Guillaume BRANCO,
Managing Director, Eurazeo

